

DIRECTION POLICE ET SECURITE CIVILE MUNICIPALES

**Service Sécurité civile et Établissements recevant du public :  
ERP N° 2980 (SIS 4938)**

**ARRÊTÉ MUNICIPAL  
OUVERTURE AU PUBLIC DE L'ETABLISSEMENT**

**FITNESS PARK  
130, RUE DE LA MONTAT A SAINT-ETIENNE**

**TYPE : X  
CATEGORIE : 4**

**LE MAIRE DE LA VILLE DE SAINT-ETIENNE,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1 et suivants,

**VU** le Code de la Construction et de l'Habitation (Articles L122-5, L143-1 à L143-3, R143-1 à R143-10, R 143-39 et R164-4),

**VU** le décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

**VU** l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié approuvant les dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, et ses textes modificatifs et complémentaires,

**VU** l'arrêté préfectoral 432-DDPP-20 du 4 décembre 2020 portant composition et fonctionnement de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;

**VU** l'arrêté municipal du 23 avril 2010 portant autorisation d'ouverture au public de l'établissement LEADER PRICE, classé en type M de 2<sup>ème</sup> catégorie,

**CONSIDERANT** l'autorisation de travaux n° 23-117 déposée le 7 juin 2023, concernant l'aménagement d'une salle de sport,

**CONSIDERANT** que la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité Sous-Commission ERP-IGH en date du 21 septembre 2023 a émis un avis favorable autorisant la réalisation des travaux de l'AT 23-117,

**CONSIDERANT** que la Commission Communale de Sécurité a émis un avis favorable le 3 janvier 2024 à la délivrance de l'autorisation d'ouverture au public des locaux visités (AT 23-117),

**CONSIDERANT** l'autorisation de travaux n°24-149 déposée le 30 juillet 2024, concernant l'aménagement d'une zone non utilisée,

**CONSIDERANT** que la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité Sous-Commission ERP-IGH en date du 19 septembre 2024 a émis un avis favorable autorisant la réalisation des travaux de l'AT 24-149,

**CONSIDERANT** que la Commission Communale de Sécurité a émis un avis favorable le 17 décembre 2024 à la délivrance de l'autorisation d'ouverture au public des locaux visités (AT 24-149),

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Étienne :

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté d'ouverture au public en date du 23 avril 2010 concernant l'établissement LEADER PRICE est abrogé

**ARTICLE 2 :** L'Établissement Recevant du Public dénommé FITNESS PARK situé 130, rue de la Montat à Saint-Étienne, classé en type X et en 4ème catégorie, est autorisé à ouvrir au public.

**ARTICLE 3 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique (article R143-3 du Code de la Construction et de l'Habitation).

**ARTICLE 4 :** Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues au Code de la Construction et de l'Habitation (article L 122-3).

**ARTICLE 5 :** L'avis de Sécurité Incendie devra être affiché de façon apparente près de l'entrée principale de l'établissement (article GE5 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié).

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Ville de Saint Etienne dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lyon, dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut être saisi par courrier – 184 rue Duguesclin 69433 LYON – ou par le dépôt d'une requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Étienne, Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours de la Loire et Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant de l'établissement visé à l'article 1 ci-dessus.

Saint-Étienne, le 29 janvier 2026

Pour le Maire,  
L'Adjointe Déléguée

  
Marie-Jo PEREZ

